



67ème session de l'Assemblée générale

6ème commission

Point 105 de l'ordre du jour

Mesures visant à éliminer le terrorisme international **Measures to eliminate international terrorism**

New York, le 8 octobre 2012

Déclaration de Mme Barbara Gonzenbach

Monsieur le Président,

La Suisse réitère, dans les termes les plus vifs, sa condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient les auteurs, les lieux et les motivations. La Suisse réitère par ailleurs son engagement en faveur de l'Etat de droit et des Droits de l'homme dans le cadre des efforts de lutte contre le terrorisme. Nous sommes convaincus qu'un respect accru des Droits de l'homme et de l'Etat de droit renforce la légitimité des mesures anti-terroristes.

Nous nous félicitons de l'adoption par l'Assemblée générale en juin dernier de la résolution relative à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, qui souligne l'importance d'une coopération renforcée des entités des Nations Unies en vue de garantir la cohérence d'ensemble de la lutte contre le terrorisme menée à l'échelle du système. C'est dans cette optique que nous continuons de nous engager en faveur de la création d'une fonction de coordinateur des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme. Les Nations Unies ont beaucoup à y gagner. Une meilleure coordination à l'intérieur de l'organisation accroîtrait l'efficacité et la cohérence du travail des Nations Unies dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. À l'extérieur, le coordinateur prêterait son visage et sa voix à l'ONU, dont il rehausserait la visibilité en montrant qu'elle oppose aux terroristes un front uni et fort. Nous nous réjouissons d'ores et déjà de recevoir du Secrétariat davantage d'informations sur les efforts entrepris dans cette perspective, comme prévu au paragraphe 15 de la résolution mentionnée.

Enfin, c'est avec regret que nous constatons que l'appel lancé dans la Stratégie antiterroriste mondiale adoptée en 2006 de conclure une convention générale sur le terrorisme international est restée sans réponse. L'aboutissement des efforts entrepris dans ce domaine conforterait l'Assemblée générale dans son rôle d'instance dotée d'une légitimité universelle et disposant de l'autorité nécessaire pour définir des normes, y compris en matière de lutte contre le terrorisme. La Suisse est prête à œuvrer à la réalisation de cet objectif.

Je vous remercie.

Mr. President,

Switzerland reiterates in the strongest terms its condemnation of terrorism in all its forms, no matter who the perpetrators are, where such acts are committed or what the motives are. At the same time, Switzerland reaffirms its commitment to the rule of law and human rights in the context of efforts to combat terrorism. We are convinced that increased respect for human rights and the rule of law will in fact enhance the legitimacy of anti-terrorist measures.

We welcome the adoption by the General Assembly last June of the resolution on the UN Global Counter-Terrorism Strategy, which underlines the importance of greater cooperation among United Nations entities to ensure coherence in the counter-terrorism efforts of the United Nations system. It is from this perspective that we are pursuing our commitment to establish a United Nations Counter-Terrorism Coordinator in the near future. Such a Coordinator would benefit the United Nations. Internally, improved coordination would enhance the effectiveness and coherence of the United Nations' Counter-Terrorism work. Externally, a Counter-Terrorism Coordinator would give the United Nations a face and a voice, increase its visibility and underpin the perception of the United Nations as a unified and strong Counter-Terrorism actor. We are looking forward to receive from the Secretariat more information on the efforts that have been undertaken in this respect, as provided for in paragraph 15 of the above-mentioned resolution.

Lastly, we would like to express our regret that the call from the 2006 UN Global Counter-Terrorism Strategy to conclude a Comprehensive Convention on International Terrorism remains unheeded. Success in this respect would underscore the role of the General Assembly as an organ whose legitimacy is universally recognized and which has unique authority in setting standards, including in the area of combating terrorism. Switzerland is willing to commit itself to this objective.

Thank you.